



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 8 novembre 2013  
(OR. fr)**

**15908/13**

**JUR 574  
INST 583  
COUR 88**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine: V. SKOURIS, Président de la Cour de justice de l'Union européenne  
Date de réception: 21 octobre 2013  
Destinataire: Délégations

---

Objet: Cour de justice de l'Union européenne  
- Projet de règlement additionnel

---

Les délégations trouveront ci-joint copie de la lettre citée en objet ainsi que de sa pièce jointe.

Luxembourg, le 15 octobre 2013

*M. Linas Antanas Linkevičius*  
*Président du Conseil de l'Union*  
*européenne*  
*Rue de la Loi, 175*  
*B-1048 BRUXELLES*

*Monsieur le Président,*

*En me référant à l'article 253, sixième alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, disposition également applicable au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique en vertu de l'article 106 bis de ce traité, ainsi qu'à l'article 207 du règlement de procédure de la Cour de justice, j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation du Conseil un projet de règlement additionnel de la Cour figurant en annexe.*

*Ainsi qu'il ressort de l'exposé des motifs introductif de ce projet, les modifications apportées au règlement additionnel actuellement en vigueur sont de portée limitée. Le projet vise, d'une part, à aligner le contenu et la terminologie du règlement additionnel sur ceux du nouveau règlement de procédure de la Cour et, d'autre part, à opérer une mise à jour des annexes du règlement additionnel, notamment afin d'inclure les autorités nationales compétentes de la République de Bulgarie, de Roumanie et de la République de Croatie.*

*Le projet, accompagné d'un exposé des motifs, est joint dans toutes les langues officielles de l'Union.*

*Je signale, pour le bon ordre, que je vous transmets par courrier séparé, également aux fins d'approbation par le Conseil, la version en langue croate du règlement de procédure de la Cour.*

*Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération*

*Vassilios Skouris*

## Projet de règlement additionnel

### *Exposé des motifs introductif*

*Arrêté à Luxembourg le 25 septembre 2012, le nouveau règlement de procédure de la Cour de justice est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre de la même année. À l'instar du règlement de procédure du 19 juin 1991, qu'il abroge, le nouveau règlement de procédure de la Cour précise, en son article 207, qu'après consultation des gouvernements intéressés, la Cour établit, en ce qui la concerne, un règlement additionnel énonçant les règles relatives aux commissions rogatoires, aux demandes d'aide juridictionnelle et à la dénonciation par la Cour des violations des serments des témoins et des experts conformément à l'article 30 du statut.*

*Si l'article 207 du règlement de procédure n'apporte, à cet égard, aucun changement de substance par rapport à l'article 125 du règlement de procédure du 19 juin 1991, tel que modifié, les règles qu'il vise ont subi, dans le nouveau règlement de procédure, des modifications mineures, d'ordre terminologique ou pratique, qui ne se reflètent pas dans la version actuelle du règlement additionnel.*

*Les annexes de ce dernier règlement appellent, par ailleurs, certaines modifications liées tant à la désignation, par plusieurs États membres, de nouvelles autorités en charge du traitement des questions visées dans le règlement additionnel qu'à la nécessité d'inclure les autorités nationales compétentes des États ayant adhéré à l'Union européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2007 (Bulgarie et Roumanie) et le 1<sup>er</sup> juillet 2013 (Croatie).*

*Tel est l'objectif poursuivi par le présent projet. Le règlement additionnel proposé reprend le texte de l'actuel règlement additionnel en tirant, pour sa forme, sa terminologie et son contenu, les conséquences de l'entrée en vigueur du nouveau règlement de procédure de la Cour, de l'adhésion de trois nouveaux États membres à l'Union européenne et de la désignation, par plusieurs autres États membres, de nouvelles autorités en charge du traitement des questions visées aux articles 2, 4 et 6 du règlement additionnel.*

*Pour autant que de besoin, les modifications apportées à la version actuelle du règlement additionnel sont exposées en tête de chaque chapitre et indiquées, en grisé, dans le corps des articles modifiés.*

## RÈGLEMENT ADDITIONNEL

LA COUR DE JUSTICE,

vu l'article 207 du règlement de procédure<sup>1</sup>,

vu l'article 46, paragraphe 3, de l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne<sup>2</sup>,

vu l'article 45 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Croatie et aux adaptations du traité sur l'Union européenne, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique<sup>3</sup>,

considérant ce qui suit :

- (1) La Cour a arrêté, le 25 septembre 2012, un nouveau règlement de procédure qui comporte, sur le fond comme sur la forme, plusieurs modifications par rapport au règlement antérieur, qu'il abroge. Ces modifications concernent, notamment, la terminologie employée dans le nouveau règlement de procédure et la procédure suivie en cas d'octroi d'une aide juridictionnelle. Il convient, dès lors, de refléter ces modifications dans le texte du règlement additionnel.
- (2) Suite à la désignation, par plusieurs États membres, de nouvelles autorités en charge du traitement des questions visées aux articles 2, 4 et 6 du règlement additionnel et à l'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie, le 1<sup>er</sup> janvier 2007, et de la République de Croatie, le 1<sup>er</sup> juillet 2013, il apparaît par ailleurs nécessaire d'actualiser les listes visées dans les trois annexes dudit règlement.

Avec l'approbation du Conseil donnée le...

ARRÊTE LE PRÉSENT RÈGLEMENT ADDITIONNEL :

### Chapitre I

---

1 JO L 265 du 29 septembre 2012, p. 1, tel que modifié le 18 juin 2013 (JO L 173 du 26 juin 2013, p. 65).

2 JO L 157 du 21 juin 2005, p. 203.

3 JO L 112 du 24 avril 2012, p. 21.

## Des commissions rogatoires

*Bien que, dans la pratique, la Cour ait très rarement fait usage de la possibilité qui lui est reconnue de délivrer des commissions rogatoires, cette possibilité a néanmoins été maintenue dans le nouveau règlement de procédure de la Cour. Dans ces conditions, il paraît dès lors indiqué de reprendre, dans le présent règlement, les dispositions pertinentes de la version actuelle du règlement additionnel. Sous réserve de la numérotation des paragraphes des articles du chapitre et, dans certaines versions linguistiques, de corrections orthographiques ou d'adaptations terminologiques, indiquées en grisé, liées à la terminologie employée dans le règlement de procédure de 2012, le présent chapitre reproduit textuellement le premier chapitre du règlement additionnel actuellement en vigueur.*

### Article premier

1. La commission rogatoire est délivrée par voie d'ordonnance; celle-ci contient les nom, prénom, qualité et adresse des témoins ou experts, indique les faits sur lesquels les témoins ou experts seront entendus, désigne les parties, leurs agents, avocats ou conseils ainsi que leur domicile élu et expose sommairement l'objet du litige.
2. Signification de l'ordonnance est faite aux parties par le greffier.

### Article 2

1. Le greffier adresse l'ordonnance à l'autorité compétente, mentionnée à l'annexe I, de l'État membre sur le territoire duquel l'audition des témoins ou des experts doit être faite. Le cas échéant, il assortit l'ordonnance d'une traduction dans la ou les langues officielles de l'État membre destinataire.
2. L'autorité désignée en application du premier paragraphe transmet l'ordonnance à l'autorité judiciaire compétente selon son droit interne.
3. L'autorité judiciaire compétente exécute la commission rogatoire conformément aux dispositions de son droit interne. Après exécution, l'autorité judiciaire compétente transmet à l'autorité désignée en application du premier paragraphe l'ordonnance portant commission rogatoire, les pièces de l'exécution et un bordereau des dépens. Ces documents sont adressés au greffier de la Cour.
4. La traduction des pièces dans la langue de procédure est assurée par les soins du greffier.

### Article 3

La Cour assume les frais de la commission rogatoire, sous réserve de les mettre, le cas échéant, à la charge des parties.

## Chapitre II

### De l'aide juridictionnelle

*Outre la numérotation des paragraphes des articles du présent chapitre, les modifications apportées au deuxième chapitre du règlement additionnel actuellement en vigueur sont de deux ordres.*

*Elles portent, d'une part, dans certaines versions linguistiques, sur la terminologie employée dans le règlement additionnel, qui est alignée sur celle du règlement de procédure lui-même.*

*Les modifications apportées visent, d'autre part, à prendre en compte les modifications apportées, dans le nouveau règlement de procédure, aux modalités d'octroi de l'aide. Dès lors que, dans la pratique, les sommes allouées au titre de l'aide juridictionnelle sont versées a posteriori, sur présentation des pièces et justificatifs nécessaires, le premier alinéa de l'article 5 du règlement additionnel actuellement en vigueur – aux termes duquel la Cour avance les frais – a été supprimé. La possibilité de verser à l'avocat désigné une avance sur ses frais reste maintenue dans le nouvel article mais, à l'instar de la solution retenue aux articles 117 et 188, paragraphe 1, du règlement de procédure, cette possibilité revêt un caractère subsidiaire et reste subordonnée à une demande expresse en ce sens.*

### Article 4

1. La Cour, dans l'ordonnance par laquelle elle décide l'admission au bénéfice de l'aide juridictionnelle, ordonne qu'un avocat sera désigné pour assister l'intéressé.

2. Si celui-ci ne propose pas lui-même un avocat ou si la Cour estime qu'il n'y a pas lieu d'entériner son choix, le greffier adresse une expédition de l'ordonnance et une copie de la demande d'aide juridictionnelle à l'autorité compétente de l'État intéressé mentionnée à l'annexe II.

3. Au vu des propositions transmises par cette autorité, la Cour procède à la désignation d'office de l'avocat chargé d'assister l'intéressé.

#### Article 5

La Cour statue sur les frais et honoraires de l'avocat; sur demande, une avance sur ces frais et honoraires peut être versée.

### Chapitre III

#### De la dénonciation des violations de serment des témoins et experts

*Le présent chapitre reproduit les termes du troisième chapitre du règlement additionnel actuellement en vigueur, sous réserve du renvoi opéré à l'article 124 du règlement de procédure du 19 juin 1991, cet article n'ayant pas été repris dans le nouveau règlement de procédure.*

#### Article 6

La Cour, l'avocat général entendu, peut décider de dénoncer à l'autorité compétente, mentionnée à l'annexe III, de l'État membre dont les juridictions sont compétentes aux fins d'une poursuite répressive, tout faux témoignage ou toute fausse déclaration d'expert commis sous serment devant elle √.

#### Article 7

La décision de la Cour est transmise par les soins du greffier. Elle expose les faits et circonstances sur lesquels la dénonciation est fondée.

### Dispositions finales

*Les modifications apportées dans ces dispositions finales sont d'ordre purement technique et concernent, d'une part, la version précise du règlement additionnel remplacé et, d'autre part, l'article du nouveau règlement de procédure de la Cour énumérant les langues de procédure dans lesquelles le présent règlement doit être publié au Journal officiel.*

#### Article 8

Le présent règlement additionnel remplace le règlement additionnel du 4 décembre 1974 (JO L 350 du 28 décembre 1974, p.29), tel que modifié, en dernier lieu, le 21 février 2006 (JO L 72 du 11 mars 2006, p. 1).

#### *Article 9*

1. Le présent règlement, authentique dans les langues visées à l'article 36 du règlement de procédure, est publié au *Journal officiel de l'Union européenne*.
2. Il entre en vigueur à compter de la date de sa publication.

#### **ANNEXE I**

#### **Liste visée à l'article 2, paragraphe 1**

##### **Belgique**

Service public fédéral Justice – Federale Overheidsdienst Justitie

##### **Bulgarie**

Министър на правосъдието

##### **République tchèque**

Ministr spravedlnosti

##### **Danemark**

Justitsministeriet

##### **Allemagne**

Bundesministerium der Justiz

##### **Estonie**

Justiitsministeerium

##### **Irlande**

Minister for Justice and Equality

**Grèce**

Υπουργείο Δικαιοσύνης, Διαφάνειας και Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων

**Espagne**

Ministerio de Justicia

**France**

Ministère de la justice

**Croatie**

Ministarstvo pravosuđa

**Italie**

Ministero della Giustizia

**Chypre**

Υπουργός Δικαιοσύνης και Δημόσιας Τάξεως

**Lettonie**

Latvijas Republikas Tieslietu ministrija

**Lituanie**

Lietuvos Respublikos teisingumo ministerija

**Luxembourg**

Parquet général

**Hongrie**

Közigazgatási és Igazságügyi Minisztérium

**Malte**

Avukat Ġenerali

**Pays-Bas**

Minister van Veiligheid en Justitie

**Autriche**

Bundesministerium für Justiz

**Pologne**

Ministerstwo Sprawiedliwości

**Portugal**

O Ministro da Justiça

**Roumanie**

Ministerul Justiției

**Slovénie**

Ministrstvo za pravosodje

**Slovaquie**

Minister spravodlivosti

**Finlande**

Oikeusministeriö

**Suède**

Regeringskansliet Justitiedepartementet

**Royaume-Uni**

Secretary of State for the Home Department

## ANNEXE II

### Liste visée à l'article 4, paragraphe 2

#### **Belgique**

Service public fédéral Justice – Federale Overheidsdienst Justitie

#### **Bulgarie**

Министър на правосъдието

#### **République tchèque**

Česká advokátní komora

#### **Danemark**

Justitsministeriet

#### **Allemagne**

Bundesrechtsanwaltskammer

#### **Estonie**

Justiitsministeerium

#### **Irlande**

Minister for Justice and Equality

#### **Grèce**

Υπουργείο Δικαιοσύνης, Διαφάνειας και Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων

#### **Espagne**

Consejo General de la Abogacía Española

#### **France**

Ministère de la justice

**Croatie**

Ministarstvo pravosuđa

**Italie**

Ministero della Giustizia

**Chypre**

Υπουργός Δικαιοσύνης και Δημόσιας Τάξεως

**Lettonie**

Latvijas Republikas Tieslietu ministrija

**Lituanie**

Lietuvos Respublikos teisingumo ministerija

**Luxembourg**

Ministère de la justice

**Hongrie**

Közigazgatási és Igazságügyi Minisztérium

**Malte**

Segretarju Parlamentari għall-Gustizzja

**Pays-Bas**

Algemene Raad van de Nederlandse Orde van Advocaten

**Autriche**

Bundesministerium für Justiz

**Pologne**

Ministerstwo Sprawiedliwości

**Portugal**

O Ministro da Justiça

**Roumanie**

Uniunea Națională a Barourilor din România

**Slovénie**

Ministrstvo za pravosodje

**Slovaquie**

Slovenská advokátska komora

**Finlande**

Oikeusministeriö

**Suède**

Sveriges advokatsamfund

**Royaume-Uni**

The Law Society, London (for applicants residing in England or Wales)

The Law Society of Scotland, Edinburgh (for applicants residing in Scotland)

The Law Society of Northern Ireland, Belfast (for applicants residing in Northern Ireland)

## ANNEXE III

### Liste visée à l'article 6

#### **Belgique**

Service public fédéral Justice – Federale Overheidsdienst Justitie

#### **Bulgarie**

Върховна касационна прокуратура на Република България

#### **République tchèque**

Nejvyšší státní zastupitelství

#### **Danemark**

Justitsministeriet

#### **Allemagne**

Bundesministerium der Justiz

#### **Estonie**

Riigiprokuratuur

#### **Irlande**

The Office of the Attorney General

#### **Grèce**

Υπουργείο Δικαιοσύνης, Διαφάνειας και Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων

#### **Espagne**

Consejo General del Poder Judicial

#### **France**

Ministère de la justice

**Croatie**

Zamjenik Glavnog državnog odvjetnika

**Italie**

Ministero della Giustizia

**Chypre**

Γενικός Εισαγγελέας της Δημοκρατίας

**Lettonie**

Latvijas Republikas Ģenerālprokuratūra

**Lituanie**

Lietuvos Respublikos generalinė prokuratūra

**Luxembourg**

Parquet général

**Hongrie**

Közgazgatási és Igazságügyi Minisztérium

**Malte**

Avukat Ġenerali

**Pays-Bas**

Minister van Veiligheid en Justitie

**Autriche**

Bundesministerium für Justiz

**Pologne**

Ministerstwo Sprawiedliwości

**Portugal**

O Ministro da Justiça

**Roumanie**

Parchetul de pe lângă Înalta Curte de Casație și Justiție

**Slovénie**

Ministrstvo za pravosodje

**Slovaquie**

Minister spravodlivosti

**Finlande**

Keskusrikospoliisi

**Suède**

Åklagarmyndigheten

**Royaume-Uni**

Her Majesty's Attorney General (for witnesses or experts residing in England or Wales)

Her Majesty's Advocate General (for witnesses or experts residing in Scotland)

Her Majesty's Attorney General (for witnesses or experts residing in Northern Ireland)